Synergies Roumanie n° 12 - 2017 p. 147-158

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

La transition démocratique et les investissements étrangers en Roumanie

Elena Rusu
Faculté d'études européennes
Université Babeş-Bolyai Cluj-Napoca, Roumanie
elenamrusu@yahoo.com

Résumé

La chute du communisme en décembre 1989 a conduit à la mise en œuvre rapide des mesures spécifiques pour la relance de la Roumanie sur la voie de la démocratie. Celles-ci avaient le rôle de soutenir le nouveau régime et envisageaient des aspects tels que le retour à la propriété privée dans l'agriculture et l'industrie, mais aussi l'appel aux capitaux étrangers afin d'améliorer le processus de transition. Ce travail traite de manière ponctuelle le degré de participation des capitaux étrangers au développement économique de la Roumanie entre les années 1990-2006, période connue dans la littérature spécialisée comme la période de transition. L'étude est organisée sur deux périodes, en raison de la nature des informations existantes : 1990-2002 et 2003-2006. Afin d'assurer la clarté du texte, celui-ci contient deux graphiques montrant le flux net des capitaux étrangers pour la période analysée.

Mots-clés : transition, capitaux étrangers, investissements, développement, économie de marché

Democratic transition and foreign investments in Romania

Abstract

The abolition of communism in December 1989 determined a rapid implementation of specific measures designed to relaunch Romania on the path of democracy. They had the role of supporting the new political system and implied new elements such as returning to private property in agriculture and industry and rising attractiveness to foreign capital in order to make the transition process more efficient. This paper analyzes the degree of involvement of the foreign capital in the economic development of Romania between 1990-2006, phase recognized as the transition period. The study is organized over two periods, due to the existing information: 1990-2002 and 2003-2006. To provide clarity, it also contains two graphs showing the net inflow of foreign capital for the analyzed period.

Keywords: transition, foreign capital, investment, development, market economy

L'achèvement de la guerre froide a mis un terme à la structure bipolaire du pouvoir et a créé les conditions favorables à la restauration de la démocratie

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

après le modèle occidental en Europe centrale et du sud-est, comme c'est le cas de la Roumanie. Compte tenu du fait que les Roumains ressentaient les mêmes pénuries que leurs voisins sous l'influence du communisme, la révolte n'a pas tardé à apparaître. Malheureusement, les manifestations en Roumanie ont connu un caractère violent déterminé par le refus du pouvoir de communiquer avec les citoyens mécontents.

L'élimination des anciennes caractéristiques communistes a été un processus difficile dans tous les pays touchés. Ceux-ci ont connu une période de transition marquée par la corruption, les difficultés financières avec une influence considérable sur la qualité de vie de la population, la privatisation déficitaire de l'industrie ou la mise en place d'une agriculture de subsistance dans les zones avec potentiel de rendement.

Le processus de transition est caractérisé comme étant de longue durée dans le cas de la Roumanie. Le changement n'implique pas seulement de nouvelles formes d'organisation politique et économique, mais aussi le remplacement ou la modification de certaines mentalités et coutumes sociales à travers les nouveaux droits et obligations appliqués dans le nouveau régime.

Dans ce contexte, la Roumanie a une chance de se développer sur la base des capitaux étrangers. Ce travail présente l'évolution de l'apport net des capitaux étrangers pour la période 1990-2006, connue dans la littérature spécialisée comme la période de transition.

Le taux de participation du capital étranger aux investissements a déterminé en général le développement. Toutefois, les fluctuations du capital ne sont pas vraiment constantes après le retour à la démocratie à cause de l'instabilité au niveau politique, économique et social.

Une analyse pertinente du contexte politique et économique nous aide à identifier une partie des causes du faible niveau d'intérêt des investisseurs étrangers pour le marché en Roumanie. Parmi celles-ci nous pouvons mentionner :

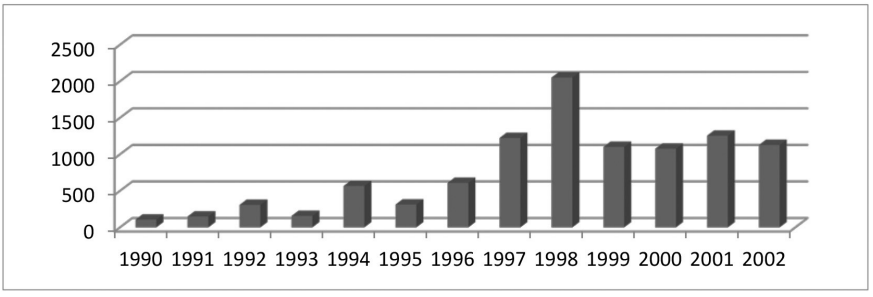
- le niveau élevé[1] de l'impôt sur le revenu[2] ;
- l'infrastructure sous-développée, avec une seule section d'autoroute, Bucarest-Pitești[3] ;
- l'instabilité de la législation et le retard dans la mise en œuvre des réformes (La Roumanie était dans la période de transition du communisme vers la démocratie, donc l'harmonisation de la législation avec les valeurs occidentales a été réalisée avec difficulté) ;

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

- le manque d'incitations pour attirer les investisseurs étrangers, différenciées sur des critères qualitatifs (la taille de l'investissement, le domaine d'activité prioritaire, l'impact social par le nombre d'emplois créés, le degré de pollution), de sorte que les investissements étrangers puissent être effectivement orientés et liés à la politique économique du gouvernement (Balance BNR 1990-1999 : 94).

Les difficultés rencontrées dans la collecte de l'information sont dues au manque de données statistiques sur les investissements directs étrangers dans la période considérée, ce qui n'a pas permis de procéder à une évaluation complète et uniforme sur celles-ci. Ainsi, nous avons groupé l'analyse des capitaux étrangers pour la période 1990-2006 en deux segments différents en raison de la structure des matériaux utilisés dans la recherche ; nous avons réalisé deux graphiques : un pour la période 1990-2002 et un autre pour la période 2003 - 2006. La principale raison de cette distinction est le fait que les montants sont présentés en dollars américains pour la première période et pour la deuxième en euros (l'euro est mis en circulation en 2002).

Figure 1. Les investissements directs étrangers dans la période 1990-2002
Traitement propre après les données fournies par www.bnr.ro



Durant les deux premières années après le retour à la démocratie, nous pouvons remarquer un nombre assez faible d'investissements directs étrangers en raison du contexte géopolitique de cette période. Jusqu'à la fin de l'année 1992 ont été enregistrées 20 681 sociétés commerciales à participation étrangère, mais la plupart d'entre elles étaient très petites. 96 % du nombre de sociétés commerciales à participation étrangère avaient environ 13 % du montant total du capital souscrit, tandis que seulement 0,30 % avaient 68 % du montant total du capital souscrit, ce qui les qualifiait comme des investissements d'une importance majeure (Balance BNR 1990-1999 : 64).

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

L'augmentation de capital enregistrée en 1992 est due à l'adhésion de la Roumanie à la Société financière internationale et à l'Agence multilatérale pour les investissements et les garanties[4], mais aussi à la participation au capital de la nouvelle Banque européenne pour la reconstruction et le développement[5]. En 1993 on revient à un niveau similaire à celui de l'année 1991, le nombre des entreprises matérialisées par des investissements importants restant encore très faible.

Une augmentation considérable des investissements directs étrangers est enregistrée en 1994 et celle-ci est due à l'influence positive de la position de la Roumanie sur la scène internationale après la signature de l'Accord d'association à l'Union européenne[6] et l'octroi mutuel de la clause de la nation la plus favorisée dans les relations avec les États-Unis[7]. La participation des investisseurs étrangers a été matérialisée en capitaux pour le développement de nouvelles sociétés commerciales et bancaires du type coentreprise (joint-venture).

L'attraction des investisseurs étrangers a également été influencée dans cette période par la stabilisation du climat économique en réduisant le taux d'inflation de 12,1 % en 1993 à 4,1 % en 1994 (IPC), en augmentant les réserves de la Banque nationale à près de 700 millions de dollars, mais aussi en stabilisant les taux de change (Balance BNR 1990-1999 : 80).

L'augmentation spectaculaire a été favorisée par les contributions significatives au capital de certaines entreprises de production, parmi lesquelles on peut citer les investissements réalisés par Kraft Jacobs Suchard dans la société Poiana Brașov et par Daewoo Corée, le plus important investisseur de cette période à travers le projet d'usine automobile de Craiova. Paradoxalement, le nombre d'entreprises étrangères établies a été même plus faible qu'en 1992, mais grâce à la limite inférieure de 10 000 dollars imposée lors de la création de l'entité économique, la valeur du capital souscrit a considérablement augmenté. C'était presque le triple par rapport à l'année précédente.

De 1990 à 1994, l'augmentation des investissements étrangers est déterminée par les entrées de capitaux sous forme de liquidités, mais aussi par l'apport en nature qui inclut des machines et équipements modernes. Pourtant, le montant total des investissements étrangers directs en Roumanie reste encore modeste.

En raison des difficultés rencontrées pour retrouver dans la bibliothèque de la Banque centrale de Roumanie le document intitulé *La balance des paiements* qui représente la principale source d'information en ce qui concerne les capitaux étrangers, nous pouvons mentionner pour l'année 1995 seulement le fait que ceux-ci ont atteint 313 millions de dollars (Balance BNR 1996: 93), la valeur saisie dans *La balance des paiements* pour l'année 1996. Cette chute de la valeur du capital a

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

été encouragée par le nombre limité d'entreprises à capitaux étrangers nouvellement créées, mais aussi par la réticence des investisseurs existants à augmenter le capital déjà investi.

En 1996, nous pouvons remarquer une augmentation de 27,8 % des investissements directs étrangers (Balance BNR 1990-1999 : 93), mais ce niveau était encore insuffisant par rapport aux besoins de l'économie roumaine. Parmi les projets d'investissement les plus importants de l'année 1996 nous pouvons citer Daewoo Mangalia Heavy Industries et Raiffeisen Bank Roumanie.

L'augmentation des investissements directs est principalement due à l'augmentation de capital dans les sociétés à participation étrangère qui existaient déjà sur le marché économique roumain. La structure du capital investi indique la prévalence de grands investissements, plus d'un million de dollars. Ceux-ci représentent 71 % du total des investissements en Roumanie (Balance BNR 1990-1999 : 95).

En 1997, les investissements directs étrangers ont enregistré une hausse remarquable tout au long de la période analysée, double même par rapport à l'année précédente. Conformément aux données fournies par l'Agence roumaine pour le développement et publiées par la Banque nationale dans les rapports annuels sur l'investissement intitulés *La balance des paiements*, le phénomène d'investissement qui a connu un débit ascendant considérable en 1997 est caractérisé par les tendances suivantes :

- modification de la structure des investissements étrangers : si à la fin de l'année 1996 seulement 5 % du total des capitaux étrangers provenaient de privatisations, à la fin de l'année 1997 ce pourcentage est passé à 18 (Balance BNR 1998 : 33) ;
- changement des principaux secteurs dans lesquels les investissements ont été effectués et l'orientation en 1997 vers : la métallurgie et la construction de voitures (la privatisation de certaines grandes entreprises industrielles telles que IMGB Bucarest, OȚELINOX Târgoviște, RULMENȚI GREI Ploiești), les usines de matériaux de construction (la privatisation des grandes entreprises de ce secteur telles que Romcim ou Cimentul Turda) et les télécommunications (nous pouvons noter ici les investissements effectués dans la téléphonie mobile - GSM, réalisés par France Telecom) (Balance BNR 1998: 33).

Par rapport à l'année 1996, le taux d'investissement dans les différents secteurs révèle une importante participation du secteur de la production, ce qui a contribué de manière significative au doublement des capitaux étrangers investis. Par conséquent, l'industrie automobile est passée de 12 % à 15 % à la fin de l'année 1996, les télécommunications de 0,9 % à 44 %, les matériaux de construction de 0,9 % à

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

6,1 %. Une légère diminution est enregistrée dans les domaines suivants : l'industrie alimentaire 14,5 % par rapport à 15,5 %, le tourisme 4,1 % par rapport à 5,5 %, le commerce 16,2 % par rapport à 19,7 % (Balance BNR 1998 : 33). Mais ces baisses sont perceptibles dans des domaines avec une contribution relativement faible au cumul des capitaux pour la période mentionnée et le pourcentage est donc très faible. À la fin de l'année 1997, les principaux pays investisseurs selon le volume du capital investi directement et dans le processus de privatisation sont la France, l'Allemagne, la Corée, les Pays-Bas et les États-Unis (Balance BNR 1998 : 33).

La tendance de croissance des investissements avec des capitaux étrangers se continue en 1998 aussi, sur la base des considérations similaires : la poursuite de la privatisation de quelques grandes entreprises et l'intensification du secteur de l'industrie.

Une nouvelle diminution du capital étranger est inscrite en 1999, dans le contexte où la scène internationale avait été marquée, surtout en début de l'année, par l'influence défavorable d'une crise quasi-mondiale, comme conséquence de l'extension et de l'amplification de la crise financière en Asie du sud-est et des crises financières et bancaires en Russie et au Brésil (Balance BNR 1999 : 5). Mais, contrairement aux prédictions, l'année s'avère à ne pas être une catastrophe économique totale, la stabilité économique des Etats-Unis ayant une contribution significative à cette relance.

En 1999, l'économie roumaine n'a pas eu la capacité de croître ou de maintenir le niveau des investissements directs étrangers, elle étant sous la pression de certaines incohérences du cadre législatif et de l'élimination des facilités douanières et fiscales par le biais de la loi sur le budget de l'État (Balance BNR 1999 : 5). Tous ces éléments ont entraîné une diminution du classement et une augmentation du risque du pays, tout en diminuant la confiance et la volonté d'investir des acteurs économiques étrangers.

Le niveau faible des investissements étrangers directs en 1999 est dû en grande partie aux difficultés dans le processus de privatisation par l'absence d'un programme et de mesures concrètes, le flou des lois, l'augmentation du coût du crédit et le volume élevé d'arriérés qui a frappé les sociétés commerciales (appartenant à l'État) soumises à la privatisation (Balance BNR 1999 : 5). Malgré cela, les privatisations les plus représentatives de cette année sont la Banque Roumaine pour le développement et Automobiles Dacia Pitesti S.A., qui ont totalisé environ 260 millions de dollars américains (Balance BNR 1999 : 5).

L'évolution des capitaux étrangers entre 1990 et 1999 est très différente et cela reflète les difficultés de l'économie roumaine dans la traversée de la période de

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

transition, et les craintes des investisseurs étrangers qui deviennent plus prudents dans le placement du capital.

Les effets négatifs sur l'attitude des investisseurs étrangers ont été liés à l'instabilité législative (le retard dans l'adoption des normes méthodologiques pour l'application des lois d'impact sur l'investissement), l'instabilité du cadre fiscal (dépenses déductibles et non déductibles), la rigidité du système de prélèvements et de taxes et de la privatisation (prolongation de contrats de privatisation). Tous ces facteurs ont déterminé des réticences de la part des investisseurs étrangers pour aborder le marché roumain (Balance BNR 1998 : 32).

Après 1999, on constate une certaine stabilité dans le volume des capitaux étrangers directs. En 2000, les flux d'investissements directs étrangers se sont maintenus à un faible niveau semblable à l'année précédente, en raison de la limitation de l'importation de voitures et d'équipements, de l'élimination des facilités douanières et fiscales accordées aux investisseurs étrangers, mais aussi en raison de l'instabilité du cadre législatif (Balance BNR 2000 : 34).

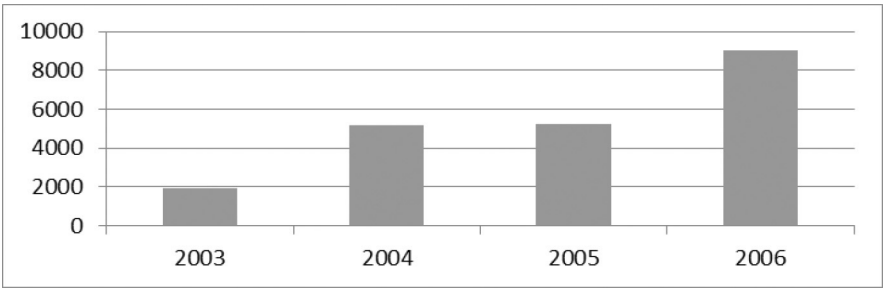
L'année suivante, 2001, enregistre une légère augmentation des investissements directs étrangers, avec environ 18 % par rapport à l'année précédente en raison de l'amélioration du classement du pays et du cadre législatif qui ont stimulé la reprise avec une lente marche du processus d'investissement (Balance BNR 2001 : 32). Cette augmentation n'entraîne pas de bonds impressionnants, mais maintient le niveau d'investissement constant.

Comme dans les années précédentes, les privatisations demeurent la principale source de capitaux étrangers et parmi les contrats les plus importants de l'année 2001, on mentionne la privatisation de la Banque agricole qui a été prise en charge par un consortium dont font partie aussi Raiffeisen Bank et le Fond d'investissement roumain - américain, mais aussi la privatisation de SIDEX par la participation d'un actionnaire stratégique (plus de 51 %), représenté par le groupe indien-britannique ISPAT (Balance BNR 2001 : 32).

En 2002, les investissements étrangers ont enregistré une légère baisse par rapport à l'année précédente, soit un total de 1 128 millions de dollars américains, en baisse de 3,9 % par rapport à l'année précédente (Balance BNR 2002 : 31). Alors que le niveau des investissements reste relativement constant, on conclut que cet état est dû aux mêmes effets susmentionnés (législation incomplète, mauvaises privatisations, absence de privilèges, etc.) qui influencent le flux d'investissements d'une année à l'autre.

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

Figure 2. Les investissements directs étrangers en 2003-2006
Traitement propre selon les données fournies par www.bnr.ro



A partir de 2003, la valeur des investissements étrangers directs est enregistrée et publiée officiellement par la Banque Nationale en collaboration avec l'Institut National de statistique dans la monnaie euro, en renonçant ainsi au dollar américain. Vu que nous parlons d'une statistique sur le même phénomène, mais dans une autre devise, il est nécessaire de réaliser deux graphiques différents pour la présentation des informations utilisées dans l'élaboration de ce travail.

En 2003, les entrées nettes d'investissements directs étrangers ont été de 1 946 millions d'euros, en hausse par rapport à l'année précédente, lorsqu'ils ont atteint 1 128 millions de dollars américains, dans le contexte où, le 30 décembre 2002, le taux de change de la BNR montre qu'un dollar américain vaut 3,3500 lei, et un euro valait 3,4919 lei[8].

Les entrées nettes d'investissements directs étrangers en 2004 ont enregistré 5 183 millions d'euros (BNR Investissements 2004 : 2). La croissance lente depuis le début de cette période s'est intensifiée avec l'année 2004, grâce à la privatisation de grandes entreprises comme Petrom S.A., par l'association avec le groupe pétrolier autrichien OMV[9].

Au cours de l'année 2005, un niveau similaire à l'année précédente se maintient, avec une légère augmentation jusqu'à 5 213 millions d'euros (BNR Investissements 2005 : 2), soutenue par la poursuite de la signature des contrats de privatisation. Parmi ceux-ci, nous mentionnons Distrigaz Sud, qui a complété le processus de privatisation en mai 2005, après la signature de l'accord de privatisation entre l'État roumain et Gaz de France en octobre 2004 (Engie historique).

L'augmentation impressionnante du capital en 2006, lorsque les entrées nettes d'investissements étrangers directs ont enregistré le montant de 9 059 millions d'euros (BNR Investissements 2006 : 2), a toujours la même cause : la poursuite

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

du processus de privatisation. En fait, 2006 est connue métaphoriquement comme l'année des dernières grandes privatisations. Nous mentionnons ici la Banque commerciale roumaine, par la vente du paquet d'actions à la BERD et à la SFI depuis 2003, mais dont le processus de privatisation se termine en 2006, lorsque Erste Bank a acquis 61,8825% des actions BCR du Gouvernement roumain, de la BERD et de la SFI suite au paiement de 3,75 milliards d'euros (BCR historique).

L'un des principaux facteurs favorisant la croissance des investissements vers la fin de la période de préadhésion a été la privatisation de certains secteurs de l'économie nationale. À court terme, la privatisation de ces entreprises a été destinée à apporter des avantages à l'économie nationale, mais si celles-ci ont respecté la protection de l'intérêt national et la rentabilité maximale, reste à analyser dans le cadre d'une recherche plus approfondie. En outre, l'augmentation des investissements déclarés depuis 2004 est également due à la conclusion du processus de négociation entre la Roumanie et l'Union européenne (MAE). Le niveau élevé des investissements étrangers est maintenu dans les années suivantes aussi par l'introduction du taux unique, très attrayant pour les investisseurs. À partir de 2005, le taux d'imposition forfaitaire de 16 % appliqué aussi à l'impôt sur le profit, a remplacé le système de quotas avec quatre tranches d'imposition progressive (entre 18 % et 40 %) (MFP).

Dans le cas de la Roumanie, la source d'origine du capital étranger est représentée par les États suivants : les Pays-Bas, l'Autriche, l'Allemagne, la France et l'Italie. Les barrières de la Roumanie pour attirer des investissements directs étrangers sont beaucoup plus grandes que la moyenne de l'Union européenne, selon l'Organisation pour la coopération et le développement économique. Vu la nature de la conjoncture économique et le besoin pour le développement, la Roumanie ne peut pas se permettre de décourager les potentiels investisseurs avec des règles rigoureuses, dans le contexte de l'existence d'autres facteurs négatifs comme l'infrastructure de transport limitée, la corruption et l'absence d'une fonction multi-compétences de la force de travail.

En conclusion, nous notons que le faible niveau des investissements a été influencé par le manque de confiance des investisseurs dans le potentiel de l'économie roumaine. Cette méfiance a été alimentée par l'absence d'un programme de privatisation cohérent, par un système bancaire en restructuration ainsi que par un cadre juridique flou. Un autre argument soutenant la baisse des investissements directs dans cette période est représenté par l'élimination des facilités douanières et fiscales accordées aux investisseurs étrangers, mais aussi par l'instabilité du cadre législatif (Balance BNR 2000 : 35).

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

Compte tenu des effets du communisme en Europe en général, nous pouvons conclure que la période de transition a été et est plus facile à digérer par les États ayant une perception plus libérale sur le capitalisme et la démocratie. La réalité a montré que les anciens États communistes ont été réticents à la mise en œuvre des réformes radicales, ce qui s'applique également à la Roumanie.

L'existence de changements fondamentaux dans la réforme politique entraîne une influence majeure dans le processus de transition. Cela stimule la concurrence économique et le processus politique, augmentant le degré de participation des citoyens à la vie civique (Zuzowski, 1998 : 2). Mais ces aspects sont difficiles à mettre en œuvre en raison des réminiscences du communisme[10] sur la mentalité de la population et de la classe politique. Par conséquent, la plupart des gouvernements de l'Europe de l'Est ont rencontré des difficultés dans le processus d'harmonisation avec les normes de l'Ouest concernant l'économie de marché, la réduction du niveau de l'inflation et du chômage, le développement du secteur de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

L'absence de règles cohérentes sur le fonctionnement du marché et d'une culture qui puisse se conformer à la structure économique du cadre institutionnel a conduit à un faible niveau d'attractivité et de confiance de la part des investisseurs étrangers. Par conséquent, la Roumanie a encore à récupérer les décalages sur le développement par rapport au niveau des Etats de l'Europe de l'Ouest.

Le profil socio-politique actuel et le niveau de développement économique des pays en transition après la fin de la guerre froide nous confirment que ceux-ci n'ont pas réussi à répondre aux attentes de la population, parce qu'ils sont toujours restés ancrés dans le caractère du communisme et n'ont pas mis en œuvre des réformes totales (Shan-Loong), qui puissent provoquer un changement profond, pas seulement de surface.

Bibliographie

Banque commerciale roumaine, *Historique*. [En ligne]: https://www.bcr.ro/ro/despre-noi/istoric [consulté le 12 juillet 2017].

Banque Nationale de Roumanie, *La balance des paiements 1990-1999,* Bucarest, 2000.

Banque Nationale de Roumanie, *La balance des paiements 1996,* Bucarest, 1997.

Banque Nationale de Roumanie, *La balance des paiements 1998,* Bucarest, 2000.

Banque Nationale de Roumanie, *La balance des paiements et la position de l'investissement international de la Roumanie. Rapport annuel 1999,* Bucarest, 2000.

Banque Nationale de Roumanie, *La balance des paiements et la position de l'investissement international de la Roumanie. Rapport annuel 2000,* Bucarest, 2001.

Banque Nationale de Roumanie, *La balance des paiements et la position de l'investissement international de la Roumanie. Rapport annuel 2001,* Bucarest, 2002.

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

Banque Nationale de Roumanie, *La balance des paiements et la position de l'investissement international de la Roumanie. Rapport annuel 2002,* Bucarest, 2003.

Banque Nationale de Roumanie, *Les investissements étrangers en Roumanie au 31 décembre 2004,* Bucarest, 2005.

Banque Nationale de Roumanie, *Les investissements étrangers en Roumanie au 31 décembre 2005,* Bucarest, 2006.

Banque Nationale de Roumanie, *Les investissements étrangers en Roumanie au 31 décembre 2006,* Bucarest, 2007.

Corpădean, A.G. 2016. « Vie intellectuelle et libre expression sous le régime de Ceaușescu. Une rupture de la tradition francophone de l'entre-deux-guerres », in Synergies Roumanie, no. 11.

Shan-Loong, M.L., *La frontière de la prospérité - Les transitions d'après la guerre froide en Europe de l'Est*. [En ligne] : http://marklsl.tripod.com/Writings/eastern.htm [consulté le 12 juillet 2017].

Zuzowski, R. 1998. *Le changement politique en Europe de l'Est depuis 1989 : perspectives pour une démocratie libérale et une économie de marché*, Praeger, Londres.

Références électroniques :

130km.ro, *Informations routières roumaines*. [En ligne]: http://www.130km.ro/a1.html# unu [consulté le 12 juillet 2017].

Cursv.ro, *Taux de change BNR établi lundi, le 30 décembre 2002*. [En ligne] : http://www.cursv.ro/bnr/2003-01-01/ [consulté le 12 juillet 2017].

Engie Distrigaz Sud, *Historique*. [En ligne] : https://www.distrigazsud-retele.ro/corporate/despre-noi/istoric/ [consulté le 12 juillet 2017].

Institut National de la statistique, *IPC - Séries de données*. [En ligne] : http://www.insse.ro/cms/ro/content/ipc-serii-de-date [consulté le 12 juillet 2017].

Ministère des affaires étrangères, *La Banque européenne pour la reconstruction et le développement*. [En ligne] : https://www.mae.ro/node/1476 [consulté le 12 juillet 2017].

Ministère des affaires étrangères, *Le chemin de la Roumanie vers l'UE*. [En ligne] : https://www.mae.ro/node/1540 [consulté le 12 juillet 2017].

Ministère des affaires étrangères, *Le groupe de la Banque mondiale*. [En ligne] : https://www.mae.ro/node/1471 [consulté le 12 juillet 2017].

Ministère des affaires étrangères, *Relations bilatérales*. [En ligne] : https://www.mae.ro/bilateral-relations/2086 [consulté le 12 juillet 2017].

Ministère des finances publiques, *Les systèmes de taxation dans l'Union européenne*. [En ligne]:http://discutii.mfinante.ro/static/10/Mfp/trezorerie/sisteme_imp_UE_directe_indir_contributii.pdf [consulté le 12 juillet 2017].

OMV, *Structure de gestion transparente, prise de décision rapide*. [En ligne]: https://www.omv.ro/portal/01/ro/omv_ro/Home/OMV_in_Romania/Organizatia [consulté le 12 juillet 2017].

Ordonnance n°24 du 26 juillet 1996 sur l'impôt sur le revenu des représentations des entreprises et des organisations économiques étrangères en Roumanie. [En ligne] : http://www.cdep.ro/pls/legis/legis_pck.htp_act_text ?idt =4462 [consulté le 12 juillet 2017].

Notes

1. Article 1 - (1) Les représentations des entreprises et des organisations économiques étrangères autorisées, conformément à la loi d'exercer leur activité en Roumanie, ci-après dénommées agences, doivent être soumises à l'impôt sur le revenu, calculé avec le taux de 38 % appliqué au revenu annuel imposable.

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)

2. Ordonnance n°24 du 26 juillet 1996 sur l'impôt sur le revenu des représentations des entreprises et des organisations économiques étrangères en Roumanie. [En ligne] : http://www.cdep.ro/pls/legis/legis_pck.htp_act_text ?idt =4462 [consulté le 12 juillet 2017].

3. 130km.ro, Informations routières roumaines. [En ligne] : http://www.130km.ro/a1.html#unu [consulté le 12 juillet 2017].

4. Ministère des affaires étrangères, *Le groupe de la Banque mondiale*. [En ligne] : https://www.mae.ro/node/1471 [consulté le 12 juillet 2017].

5. *Idem, La Banque européenne pour la reconstruction et le développement*. [En ligne] : https://www.mae.ro/node/1476 [consulté le 12 juillet 2017].

6. *Idem, Le chemin de la Roumanie vers l'UE*. [En ligne] : https://www.mae.ro/node/1540 [consulté le 15 juillet 2017].

7. *Idem, Relations bilatérales*. [En ligne] : https://www.mae.ro/bilateral-relations/2086 [consulté le 15 juillet 2017].

8. Cursv.ro, *Taux de change BNR établi lundi, le 30 décembre 2002*. [En ligne] : http://www.cursv.ro/bnr/2003-01-01/ [consulté le 17 juillet 2017].

9. OMV, *Structure de gestion transparente, prise de décision rapide*. [En ligne] :

https://www.omv.ro/portal/01/ro/omv_ro/Home/OMV_in_Romania/Organizatia [consulté le 18 juillet 2017].

10. Pour une analyse de l'ampleur du phénomène dans la Roumanie communiste, par rapport à sa tradition pro-occidentale, voir : Adrian-Gabriel Corpădean, « Vie intellectuelle et libre expression sous le régime de Ceaușescu. Une rupture de la tradition francophone de l'entre-deux-guerres », in *Synergies Roumanie*, n° 11/2016, p. 35-45.

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A28136 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.34 (2026-11-14 00:05:44 UTC)